

L'Amérique Latine demande à l'Europe de ne pas s'immiscer dans les affaires internes des pays de notre région



Par María Josefina Arce

Des élus de la CELAC, la Communauté des États Latino-américains et caribéens, un mécanisme indépendant, sans la tutelle de qui que ce soit ont fait front commun à Bruxelles face aux tentatives du Parlement Européen d'adopter une résolution contre le Venezuela, un pays qui est l'objet d'actions déstabilisatrices de l'oligarchie, appuyées et encouragées par les États-Unis et leurs alliés.

La récente rencontre entre des parlementaires latino-américains et caribéens, préalable au Second Sommet CELAC-UE, mercredi et jeudi a mis en évidence les divergences entre les deux régions et surtout la mentalité de certains qui n'ont pas réussi à se défaire de leur passé colonialiste.

La réalité est que l'Europe s'est heurté à une Amérique Latine différente qui exige du respect pour la souveraineté du Venezuela et la non ingérence dans les affaires internes d'un pays qui a beaucoup avancé sur le plan socio économique, ce qui est mondialement reconnu.

Ces dernières heures par exemple, la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation a reconnu la politique appliquée d'abord par le président Hugo Chávez et qui a été consolidée par le gouvernement de Nicolás Maduro visant à la réduction de la pauvreté et de la faim dans ce pays.

Le directeur de la FAO, José Graziano Da Silva, a félicité Caracas car le Venezuela figure parmi les 29 pays qui ont atteint ces deux objectifs de développement du millénaire.

En matière des droits humains, ce pays sud-américain montre des avancées incontestables. L'Europe ne peut pas en dire autant. Elle a été très critiquée entre autres par sa politique anti immigrants.

Rappelons la crise déclenchée en avril dernier suite à la mort, en MER Méditerranée, de presque un millier de personnes, en provenance, pour la plupart, d'Afrique et qui voulaient se rendre en Europe à la recherche d'une vie meilleure.

Les Eurodéputés ont voulu s'immiscer dans une question qui ne leur incombe pas. En mars dernier, le Parlement Européen avait adopté une nouvelle résolution contre le gouvernement légitime et constitutionnel de Nicolás Maduro.

Celle-ci a été la 9^e résolution sur le Venezuela votée au sein du Parlement européen depuis 2007. Cette institution n'a pas vu d'un bon œil la Révolution bolivarienne.

Caracas a qualifié cette résolution « d'ingérence » et a accusé la droite et l'extrême droite européenne d'être « les promoteurs de celle-ci et d'autres résolutions ».

Le Venezuela a été aussi la cible de critiques de la part de personnages comme les ex-présidents du gouvernement espagnol Felipe González et José María Aznar, ce dernier, bien connu par ses positions réactionnaires et d'alignement total avec les États-Unis. Rappelons qu'il a été le principal promoteur de la dite position commune vis-à-vis de Cuba.

L'Europe doit savoir qu'elle n'est plus une métropole. L'Amérique Latine a changé. Elle défend, à l'heure actuelle, ensemble, le droit de chacun de ses peuples à l'auto-détermination. Le Venezuela en est un. Lui seul est le maître absolu de son présent et de son avenir.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/58622-lamerique-latine-demande-a-leurope-de-ne-pas-simmiscer-dans-les-affaires-internes-des-pays-de-notre-region>



Radio Habana Cuba